



## Quelle place pour l'éducation civique à l'école primaire?

Par Agathe Beaujon le 22.02.2022 à 09h00 Lecture 7 min. Abonnés

SERIE "CES MATIERES A L'ECOLE QUI FONT DEBAT" (2/3)- Epinglée par la Cour des comptes, le rapport Bronner, les sénateurs... L'Education morale et civique fait son retour dans les débats sur l'école. A la fois considérée comme essentielle mais marginale dans la pratique, cette matière souffre d'un manque de temps dans les emplois du temps et de formation adéquate des professeurs.



L'éducation morale et civique est intégrée aux programmes scolaires dès la maternelle depuis 2016.

PATRICK HERTZOG / AFP

Un rapport très critique de la Cour des comptes en novembre 2021, le rapport Bronner qui demande un renforcement de l'éducation aux médias, une commission sénatoriale sur la culture citoyenne, constituée le 1er décembre 2021... L'éducation morale et civique fait son retour sur le devant de la scène des débats liés à l'école. Au point de faire dire à Emmanuel Macron, lors de ses vœux à la presse 2022 qu'il était enclin à "un nouvel enseignement civique".

Cet enseignement d'EMC a été intégré à la scolarité en 2016, via le "parcours citoyen", qui se déploie de la maternelle à la terminale. A l'école, 36 heures annuelles y sont consacrées, soit 1 heure hebdomadaire dont 30 minutes pour "des situations pratiques favorisant l'expression orale", indique le ministère de l'Education nationale. Au programme: le respect d'autrui, l'acquisition et le partage des valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité et laïcité), et construction d'une culture civique (prendre la parole dans un groupe, distinguer l'intérêt personnel et général, produire un point de vue argumenté...)

Philosopher dès la maternelle

"On travaille le vivre ensemble, résume Ghislaine David, secrétaire générale et porte-parole du syndicat enseignant Snuipp-FSU. L'avantage en primaire, c'est qu'il y a



une vie de classe qui permet d'établir des règles qui sont aussi des règles de société." A cela s'ajoute un travail sur les valeurs, mais pas forcément sous l'angle de l'apport théorique. "Par exemple, la solidarité va se vivre plutôt que s'apprendre, observe Ghislaine David. Les professeurs peuvent monter un projet avec l'Ehpad d'à côté pour travailler sur la solidarité intergénérationnelle."

Quant aux débats, ils ont toute leur place à l'école, et ce dès le plus jeune âge, assure cette ancienne professeure de CM1-CM2. "Quand j'enseignais en Bretagne, où la religion catholique est assez importante, j'ai eu régulièrement des débats sur la religion en classe. Même à l'âge de 10 ans on peut réfléchir sur des questions comme 'est-ce que l'autre à le droit de ne pas croire'. Le débat philosophique à l'école est possible dès la maternelle."

Professeurs mal armés

Reste à être formé pour cela, et à en avoir les moyens. "Nous ne sommes pas formés à l'EMC", tranche Ghislaine David, qui dénonce la pression écrasante mise sur les maths et le français par le ministère de l'Éducation nationale. "Notre formation continue n'est plus que dédiée à ces deux matières: 9h pour les maths, 9h pour le français", regrette la syndicaliste, alors que la formation initiale n'intégrait jusqu'à présent pas cette matière. Un manque renforcé par l'obligation régulière de faire appel à des contractuels, "qui n'ont pas le même niveau de formation", considère Laurent Zameczkowski, vice-président de la Peep, pour qui tout dépend encore (trop) de l'enseignant, de sa motivation, de ses capacités, notamment numériques. Il n'y a, par exemple, aucune règle ni obligation concernant les projets extérieurs.

Sans compter la pression sur les emplois du temps. "Les parents ont parfois peur que l'EMC empiète sur l'histoire-géo, constate ce papa, mais il y a un programme spécifique à suivre. Après tout va dépendre de la manière dont l'enseignant va prioriser et mettre en place son parcours pédagogique." Avec le risque, face à la pression sur "les fondamentaux", de voir l'EMC passer à la trappe. "Le temps est extrêmement compté, encore plus avec pandémie et un taux d'absentéisme important qui fait qu'on n'avance pas dans les programmes, confirme Ghislaine David. Les collègues vont avoir du mal à les finir, alors on se focalise sur les savoirs essentiels. Ce qui peut être une catastrophe pour l'élève, il va lui manquer quelque chose."

Un constat partagé par la Cour des comptes, dans son rapport de novembre 2021: "Si l'école reste aujourd'hui le creuset de cet apprentissage (l'EMC nldr), la faible place de celui-ci dans les emplois du temps, la concentration des encadrants et des inspecteurs sur d'autres enjeux et l'insuffisante formation initiale des enseignants sur ces questions, ne permettent pas à ce dispositif de prendre sa pleine envergure."

Enseignement civique fondamental

Pour les enseignants, l'EMC est pourtant essentielle. "L'EMC est aussi fondamentale que les maths et le français, tranche Ghislaine David. L'école est là pour apprendre et émanciper les enfants." Sinon, le risque est de voir les inégalités se creuser entre les enfants qui verront leur esprit critique se développer grâce à l'environnement familial (exposition, discussions à la maison...), et les autres. "L'EMC doit s'adapter à la vie actuelle, notamment le numérique. Il est question de vivre ensemble, de laïcité, de lutte contre le harcèlement... tout cela est important. Vous pouvez vous concentrer sur les fondamentaux, mais si le climat scolaire n'est pas là, rien ne passera", résume Laurent Zameczkowski.

Quant aux parents, si des incompréhensions peuvent parfois apparaître, ils semblent plutôt favorables à l'EMC, rapportent leurs représentants. "Les parents sont assez fiers quand leurs enfants se retrouvent dans les conseils municipaux d'enfants", observe Nageate Belahcen, co-présidente de la FCPE. "Quand cela se passe bien avec les parents, notamment dans le cadre de projets plus vastes, d'école ou de classe, c'est que



c'est bien expliqué", observe cette maman, là où certaines sanctions liées à l'EMC en revanche ont du mal à passer. "Ce que les parents ne comprennent pas, c'est quand il y a des sanctions, par exemple quand un enfant ne chante pas la marseillaise, alors que les élèves sont là pour apprendre. Il y a eu ce genre d'incidents au moment des attentats, mais les enfants ne le font pas en conscience, ils le font par mimétisme, pour se faire remarquer."

Partie intégrante de l'EMC mais sans horaires ou évaluations définies, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) fait aussi l'objet d'une attention particulière. Le rapport Bronner sur la désinformation en ligne pointe l'importance de l'école et l'EMI dans cette lutte contre les infox. Pourtant, selon ce rapport, l'EMI "est rarement formalisée, cohérente et évaluée. Celui-ci souffre d'un manque d'appropriation par l'ensemble des acteurs de la chaîne éducative." Même si le ministère travaille à l'élaboration d'un guide de l'enseignement de l'EMI en primaire, la commission Bronner préconise de "systématiser la formation à l'esprit critique et à l'EMI d'une part pour les élèves dès l'école primaire, mais aussi pour les enseignants en formation initiale et continue" (recommandation 27).

Nouveau plan de formation généralisé pour les profs

En résumé, "nous avons encore des progrès à faire", a concédé le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer lors de son audition le 9 février par la commission sénatoriale. "Le sujet n'est pas tant qu'il n'y a pas assez d'heures ou que le programme n'est pas adéquat, a estimé le ministre, mais il y a encore trop de distance entre la théorie et la pratique." S'il n'est donc pas question de renforcer le nombre d'heures d'EMC -les écoliers français ayant déjà les journées parmi les plus longues d'Europe-, le ministre a indiqué s'attaquer frontalement au sujet de la formation des professeurs, allant jusqu'à adapter son fameux triptyque, mantra de ses réformes, en quadriptyque: lire, écrire, compter... et respecter autrui.

Un module de 36 heures de formation est ainsi désormais intégré au master "métier de l'enseignement, de l'éducation et de la formation", a souligné Jean-Michel Blanquer, qui s'est également félicité du nouveau parcours préparatoire qui permet de préparer une carrière spécifique de professeur des écoles dès la première année de licence. Celui-ci intègre des enseignements sur la laïcité et les valeurs de la République au même titre que les autres disciplines de primaire. Dès 2022, les candidats enseignants devront aussi passer une nouvelle épreuve orale d'entretien lors de laquelle ils devront montrer leur aptitude à s'approprier les valeurs de la République. Enfin, le ministre a fait part d'un nouveau plan de formation pour tous les professeurs, avec 1.000 formateurs. Déjà lancé, ce plan permettra de former 250.000 enseignants chaque année à la laïcité et aux valeurs de la République, à hauteur de 9 heures par personne.

